



L'économie des pays développés est passée, au cours des deux dernières décennies, d'un capitalisme d'entreprise à un capitalisme financier. Désormais, l'économie réelle est sous l'influence de la finance. Certes, le capital a toujours eu cette réalité duale : la rentabilité économique pour l'entrepreneur et la rentabilité financière pour l'investisseur financier. Mais le fait nouveau, c'est que le second est désormais prédominant.

A l'origine de cette mutation, on trouve deux mouvements puissants. D'une part, la montée des investisseurs institutionnels américains rassemblant l'épargne des ménages dans un pays où prime le système des retraites par capitalisation, et diversifiant leurs placements afin d'obtenir des rendements supérieurs aux placements bancaires. D'autre part, la révolution numérique et les TIC ont changé en profondeur l'évaluation et la gestion des risques, en permettant de décomposer les risques en facteurs élémentaires, de les codifier dans des produits financiers facilement échangeables sur des marchés et de les transférer sur l'ensemble des institutions financières.

La déréglementation, avec la suppression des principales législations nationales qui encadraient la finance, la libéralisation et le décloisonnement des marchés (banques, assurances, etc.), et la flexibilité des taux de change, ont créé une grande instabilité et constituent une source importante de risque financier difficile à contrôler. Depuis les années 1980, les crises se font plus nombreuses, jusqu'à celle que nous vivons actuellement et qui est de nature systémique. Les marchés financiers constituant la principale source de financement des entreprises au détriment du financement bancaire plus traditionnel, l'entreprise devient un actif financier dont il faut maximiser la valeur en bourse.

Parallèlement à cette financiarisation de l'économie et à ses effets sur l'emploi, le travail et les territoires, notre modèle de croissance atteint ses limites. L'activité humaine a toujours entraîné une destruction de ressources non renouvelables et un développement de la pollution. Mais jusqu'à une certaine période, cet effet restait circonscrit. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, apparaît, avec le réchauffement climatique, un impact massif de l'activité humaine sur la biosphère.

L'enjeu est de taille : comment mettre à profit la crise actuelle pour remettre la finance au service de l'économie et, dans le même temps, orienter nos efforts vers un modèle de développement où tous les acteurs respectent leur environnement ? Une mutation indispensable, qu'il faut, pour en assurer leur succès, comprendre dans sa complexité et accompagner dans sa réalisation.

Répondre à ces défis suppose, tant à l'échelle nationale, européenne, qu'internationale, de donner toute sa place aux partenaires sociaux et à la négociation sociale. Devenir un acteur incontournable sur ces questions, pour les organisations syndicales, est un enjeu déterminant afin de construire une légitimité aux yeux du monde du travail, qui se situe au cœur de cette mutation. Dans cet esprit, par exemple, la Confédération syndicale internationale (CSI) a réalisé en 2007 un document de synthèse proposant un ensemble de recommandations détaillées pour l'encadrement des marchés financiers ; de même la Confédération européenne des syndicats (CES) fait du développement durable un enjeu stratégique pour son activité. Ces préoccupations doivent fournir le fil directeur de la première Université de printemps de l'IREs.

ires - Institut de Recherches Economiques et Sociales

16, bd du Mont d'Est 93192 - Noisy-le-Grand Cedex

Tél. : 33 1 48 15 18 90 - Fax : 33 1 48 15 19 18 - E-mail : contact@ires-fr.org - www.ires.fr

A
affranchir
aux tarifs
en vigueur

ires

Université de printemps de l'IREs

16, bd du Mont d'Est

93192 - Noisy-le-Grand Cedex

Université de printemps de l'IREs

AVEC L'ENSEMBLE DES ORGANISATIONS SYNDICALES

mardi 28 et mercredi 29 avril 2009 • Paris

De 9h00 à 17h30 dans la Salle des fêtes de l'Hôtel de Ville - Mairie de Montreuil
1, place Jean Jaurès, 93100 - Montreuil • Métro : Mairie de Montreuil

Le monde de demain : du capitalisme financier au développement durable

L'Université de printemps de l'IREs se tiendra, les 28 et 29 avril prochain, à Paris. C'est la première fois, en France, qu'une telle initiative est prise. C'est ainsi une occasion exceptionnelle de réunir et d'organiser le débat entre l'ensemble des acteurs économiques et sociaux (syndicalistes et responsables d'entreprises, élus et militants associatifs, chercheurs et représentants d'instances nationales et internationales, etc.) sur un thème majeur : *Le monde de demain : du capitalisme financier au développement durable*.

Durant ces deux journées de dialogue et de débat, il sera donc question de la plus importante mutation que nos sociétés ont à comprendre et à entreprendre : sortir d'un capitalisme financier, en crise, pour construire un mode de développement soutenable pour tous.



Spring University of IRES

INTERNATIONAL SYMPOSIUM - BRINGING UNIONS TOGETHER

Tuesday 28 and Wednesday 29 April • Paris

9.00 am to 17.30 pm in Salle des fêtes de l'Hôtel de Ville - Mairie de Montreuil
1, place Jean Jaurès, 93100 - Montreuil • Métro : Mairie de Montreuil

The World Tomorrow, from Financial Capitalism to Sustainable Development

The Spring University of IRES is the first event of its kind. It will provide an exceptional opportunity for bringing together all economic and social actors (trade unionists and company managers, elected representatives and association activists, researchers and representatives of national and international bodies) for an open debate on a major theme : *The World Tomorrow, from Financial Capitalism to Sustainable Development*.

Partenaires presse



Partenaires scientifiques



UNIVERSITE
— PARIS-EST

Le monde de demain : du capitalisme financier au développement durable

MARDI 28 AVRIL

INTERVENANTS

Bruno Amable, *Professeur d'économie, université Paris 1*, Jim Baker, *Coordinateur général de Global Unions*, Laurent Batsch, *Professeur de gestion, Président de l'université Paris-Dauphine*, Emmanuel Brugger, *Directeur général de la société Cristel*, François Chèreque, *Secrétaire général de la CFTD*, Bernard van Craeynest, *Président de la CFE-CGC*, John Evans, *Secrétaire général du TUAC*, Patrick Gonther, *Secrétaire général de l'Unsa Education*, François Guinot, *Ancien dirigeant d'entreprise, Président de l'Académie des technologies*, Ernst Hillebrand, *Directeur de la Fondation Friedrich Eber*, Jean-Louis Levet, *Directeur général de l'IREs*, Georges Liarakis, *Président de la Confédération européenne des cadres*, Yves Lichtenberger, *Professeur de sociologie, Président du PRES université Paris-Est*, Cornis Lugt, *Directeur de l'unité « Industrie et affaires » du PNUF, Nations Unies*, Jean-Claude Mailly, *Secrétaire général de FO*, Guy Rider, *Secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats*, André Rosental, *Directeur d'études à l'EHESS*, François Soulage, *Président national du Secours Catholique*, Bernard Thibault, *Secrétaire général de la CGT*, Jean-François Trogrlic, *Directeur du BIT de Paris*, Jacques Voisin, *Président de la CFTC*, Dominique Voynet, *Maire de Montreuil, Sénatrice de Seine-Saint-Denis*.

MATINEE

Séquence 1. Les enjeux d'une mutation à venir *Morning - Session 1. Stake in this transformation from financial capitalism to sustainable development*

Quelles sont les connaissances dont nous disposons sur le rôle de la finance et de ses effets sur la réalité économique et sociale ? Quelles sont les limites de notre modèle de croissance, qui s'étend aux grands pays émergents, renforçant l'urgence d'une action concertée ? Quels sont les termes des débats sur les solutions à apporter à ces deux défis : une régulation du monde de la finance pour éviter ses dérives et l'orientation de notre modèle de croissance vers un modèle de développement soutenable et moins inégal.

Le progrès technique qui, depuis deux siècles, a été essentiellement orienté vers l'augmentation continue de la productivité du travail (on produit en une heure de travail vingt fois plus de biens qu'il y a un siècle), doit être ré-orienté aujourd'hui pour économiser les facteurs rares et préserver l'environnement.

APRES-MIDI

Séquence 2. L'entreprise et son implantation territoriale *Afternoon - Session 2. Companies and the area(s) where they are located*

L'entreprise constitue le lieu principal où se conjugent les effets de la finance et les transformations en cours liées aux nouvelles normes environnementales. Quelles sont les pratiques existantes sur ces deux registres et quels enseignements peut-on en tirer ? Par exemple, les réponses diversifiées des entreprises aux exigences de rentabilité financière définies par les marchés, l'intégration des nouvelles normes environnementales dans les produits, les modes de production, l'organisation du travail, la formation des salariés, les expériences des territoires pour faire travailler ensemble des entreprises, favoriser des pratiques de production durable, de recyclage des déchets, d'économie d'énergie, etc.

Plus généralement, c'est la question de la responsabilité sociale des entreprises qui est posée, responsabilité au sein des territoires où les entreprises sont implantées, et dans les

MERCREDI 29 AVRIL

MATINEE

Séquence 3. Les dimensions environnementale et sociale du développement durable *Morning - Session 3. Impact on employment and work of transformation taking place in companies and also of relations within productive systems*

Là où le développement d'une économie de la connaissance aurait dû permettre une amélioration des conditions de travail et de l'emploi, le capitalisme financier non régulé accroît au contraire l'intensification du travail, entraîne une dégradation des conditions de travail et une précarisation des emplois. De plus, une « écologisation » de l'économie exerce des effets sur l'emploi, les revenus et les inégalités. Ces conséquences sont à la fois sources de risques et d'opportunités pour les travailleurs de tous les pays, mais surtout de risques pour les plus vulnérables d'entre eux, tant dans les pays les moins avancés que dans les pays développés.

La dimension sociale du développement durable, avec ses conséquences sur l'emploi et sur le travail décent, a suscité peu d'intérêt jusqu'à aujourd'hui. Non seulement il s'agit d'évaluer l'accès aux emplois verts et leur qualité, mais surtout d'appréhender la période de transition par laquelle les entreprises et les salariés devront passer, ainsi que ses obstacles avec les adaptations nécessaires en termes de conditions de travail, de stress, d'évolution des qualifications et des métiers. Il y a ainsi des interfaces très concrètes à identifier et à comprendre, entre les dimensions environnementale et sociale du développement durable.

APRES-MIDI

Séquence 4. Une stratégie volontariste et coordonnée au plan international *Afternoon - Session 4. National strategies of States - reality and prospects*

La sortie d'une finance omniprésente et dérégulée, ainsi que l'orientation nécessaire des économies vers un modèle de croissance propre ne peuvent pas se faire sans une implication coordonnée et une détermination soutenue des Etats. Certes, le cadre national peut servir de base aux programmes de transition vers une économie propre (par exemple tout récemment en France, mais aussi en Espagne et en Grande-Bretagne). Mais l'Union européenne constitue un cadre de coordination inter-étatique indispensable. C'est elle qui peut fixer des objectifs ambitieux de réduction des productions de gaz à effet de serre, définir de nouvelles normes dans différents secteurs industriels. Par ailleurs, un lien doit être établi entre ces stratégies de long terme et les modalités d'une concurrence équitable à l'échelle mondiale, en intégrant des normes sociales et environnementales (par exemple dans les relations entre l'Union européenne et le monde asiatique).

La préoccupation centrale dans cette réflexion doit concerner la prise en compte des enjeux à venir pour les syndicats, inhérents aux liens entre l'économique et le social d'une part et entre l'économique et l'environnement d'autre part, cette dernière entrée étant aujourd'hui, la moins bien prise en compte, tant en matière de recherche que dans le domaine de l'action.

Je souhaite m'inscrire à l'Université de printemps de l'IREs

qui se déroulera les **28-29 avril 2009** de 9h00 à 17h30 dans la Salle des fêtes de l'Hôtel de Ville Mairie de Montreuil 1, place Jean Jaurès 93100 - Montreuil

Participera à l'Université de printemps de l'IREs
Inscription en ligne : www.ires.fr/form/form_ires.php

Les 28 et 29 avril
 Le 28 avril
 Le 29 avril

Bulletin d'inscription à renvoyer avant le mercredi 15 avril

Nom	
Prénom	
Fonction	
Organisme	
Adresse	
E-mail	
Tél.	